



NOUVELLE-ZÉLANDE

FICHE PAYS ISSUE DU SONDAGE

« LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT »¹



[CONSULTER LE RAPPORT](#)



QUE DÉCLARENT LES PERSONNES INTERROGÉES EN NOUVELLE-ZÉLANDE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ?

- ➔ La grande majorité des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande déclarent que l'égalité des sexes leur est « *importante* » personnellement (74 %), et peu (7 %) la considèrent « *peu ou pas importante* ». Plus de femmes interrogées (80 %) que d'hommes (68 %) estiment que l'égalité des sexes leur est « *importante* » à titre personnel. L'égalité des sexes semble aussi plus importante pour les personnes interrogées jeunes que pour les cohortes plus âgées (81 % de celles âgées de 18 à 24 ans ; 68 % de celles âgées de 60 ans et plus).
- ➔ 69 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande pensent que l'égalité des sexes en Nouvelle-Zélande est « *meilleure* » aujourd'hui qu'il a 25 ans. Moins de femmes interrogées pensent que la situation est devenue « *meilleure* » (65 %) que d'hommes (73 %). Le revenu influe aussi sur la perception de l'égalité des sexes, étant donné que 81 % des personnes du quintile des revenus les plus élevés pensent qu'elle est « *meilleure* », contre seulement 58 % de celles du quintile des revenus les plus faibles.
- ➔ 43 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement de Nouvelle-Zélande « *devait en faire plus* » pour promouvoir l'égalité des sexes, 41 % pensent qu'il « *fait ce qu'il faut* », et 9 % pensent qu'il « *en fait trop* ». Les personnes interrogées les plus jeunes se montrent plus favorables à ce que le gouvernement en fasse plus que les personnes les plus âgées.
- ➔ 39 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande pensent que pour faire progresser l'égalité des sexes, leur gouvernement devrait « *réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin aux discriminations envers les femmes* ».

¹ Cette fiche pays reprend les résultats d'une enquête sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes en Nouvelle-Zélande. Ce travail est codirigé par Focus 2030 et Women Deliver. L'enquête a été réalisée au moyen d'un sondage en ligne, mené par Deltapoll, dans 17 pays. Environ un millier de personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le dernier vote aux élections nationales (le cas échéant), l'origine ethnique (le cas échéant), le statut de migrant et la région de résidence. En Nouvelle-Zélande, 1 004 personnes ont été interrogées, dont 517 femmes, 484 hommes et aucune personne qui s'est identifiée « d'une autre manière ». Sur les 1 006 personnes interrogées, 135 étaient âgées de 18 à 24 ans, 364 étaient âgées de 25 à 44 ans, 243 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 262 étaient âgées de plus de 60 ans. Veuillez consulter www.focus2030.org et www.womendeliver.org pour plus d'informations.

² Le texte en italique et les citations reflètent les options de réponse au sondage présentées aux personnes interrogées.

- ➔ Pour ce qui est des principales raisons pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes en Nouvelle-Zélande, de nombreux facteurs sont considérés comme importants, et peu d'entre eux se démarquent en bénéficiant d'un large soutien. **La raison la plus fréquemment évoquée pour expliquer l'inégalité des sexes est « parce que les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés ne sont pas partagés de manière égale entre les hommes et les femmes »** (42 %, et 53 % des femmes interrogées contre 31 % des hommes interrogés). Une corrélation avec l'âge existe également, davantage de personnes interrogées âgées de 60 ans et plus (54 %) citant la répartition inégale des soins et des tâches ménagères non rémunérés que de personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans (35 %). La deuxième raison la plus souvent avancée pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes est qu'ils ont « des opportunités d'emploi différentes » (37 %, et 43 % des femmes interrogées, contre 29 % des hommes interrogés).



VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

- ➔ **La violence basée sur le genre est classée comme première priorité**, avec 32 % des personnes interrogées choisissant « mettre fin aux violences contre les femmes » comme domaine le plus important sur lequel le gouvernement de Nouvelle-Zélande devrait se concentrer pour améliorer l'égalité des sexes dans le pays.
- ➔ Pour mettre fin à la violence basée sur le genre, une grande proportion des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande (62 %) pensent que **leur gouvernement devrait « renforcer la poursuite judiciaire des [auteurs de] crimes sexuels et des agressions envers les femmes »**. Les femmes interrogées (67 %) et les cohortes les plus âgées (72 % des personnes âgées de 60 ans et plus) expriment un soutien particulier pour cette mesure. Les personnes interrogées sont également favorables à « financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences » (44 %). Les jeunes femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans sont les plus favorables à cette mesure (53 %).
- ➔ **Une majorité des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande (53 %) se sentent menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé d'agression ou de harcèlement** à un endroit ou un autre. La situation la plus courante dans laquelle elles se sentent menacées ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé est dans « des lieux publics », où 34 % des personnes interrogées et 41 % des femmes se sentent menacées. Les groupes les plus jeunes sont aussi nettement plus susceptibles de se sentir menacés, ou de connaître quelqu'un qui se sent menacé, dans des lieux publics : 48 % des personnes âgées de 18 à 24 ans étaient susceptibles de se sentir menacées, contre 23 % des personnes âgées de plus de 60 ans. **Parmi les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans, 53 % se sentent menacées, ou connaissent une personne qui se sent menacée d'agression ou de harcèlement dans « des espaces publics »**, et seulement 20 % ne se sentent menacées d'agression ou de harcèlement nulle part.

- ➔ La majorité des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande (70 %) pensent qu'il est « *inacceptable* » que les femmes doivent toujours obéir à leur partenaire », tandis que 9 % jugent cela « *acceptable* ». Les femmes interrogées sont plus nombreuses que les hommes (62 %) à penser que c'est « *inacceptable* » (78 %). Une proportion importante des personnes interrogées pensent également qu'il est « *acceptable* » « *que les femmes puissent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire* » (78 %), avec plus de femmes déclarant que c'est « *inacceptable* » (87 %) que d'hommes (70 %). Les personnes interrogées considèrent aussi « *inacceptable* » de « *siffler une femme dans la rue ou toucher une femme sans son consentement* » (83 %). Les femmes interrogées sont plus nombreuses (89 %) que les hommes (77 %) à trouver cela « *inacceptable* ».
- ➔ 14 % des femmes interrogées ont eu leur « *liberté de mouvement restreinte par des membres de [leur] famille ou [leur] partenaire* ».



JUSTICE ÉCONOMIQUE ET DROITS ÉCONOMIQUES

- ➔ **La promotion de la justice et des droits économiques des femmes est la deuxième priorité la mieux classée**, avec 25 % des personnes interrogées ayant classé « *favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété* » comme priorité absolue. 60 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ **Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leur pouvoir de décision, « atteindre l'égalité des salaires » (52 %) et « empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail » (47 %) sont considérées comme des mesures clés pour l'action gouvernementale par les personnes interrogées en Nouvelle-Zélande.** L'importance de la parité salariale entre les sexes est plus grande pour les femmes (60 %) que pour les hommes interrogés (43 %)
- ➔ **50 % des femmes interrogées en Nouvelle-Zélande déclarent avoir été confrontées dans leur vie à l'une des discriminations communes listées liées au sexe.** 24 % des femmes interrogées signalent qu'elles « *n'ont pas été payées autant que [leurs] collègues masculins* » et 22 % n'ont pas « *eu accès aux mêmes opportunités de promotions dans [leur] travail que [leurs] collègues de sexe masculin* ». En outre, 7 % ont rencontré « *plus de difficultés pour avoir accès à l'éducation et à une formation professionnelle que [leurs] proches de sexe masculin* », et 9 % « *n'ont pas reçu ou ne recevront pas le même héritage que [leurs] proches de sexe masculin* ».
- ➔ 57 % des personnes interrogées trouvent qu'il est « *inacceptable* » de « *laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées* », les femmes étant plus nombreuses à trouver cela « *inacceptable* » (66 %) que les hommes (48 %). En outre, pour 66 % des personnes interrogés, il est « *inacceptable* » « *de demander à une femme pendant un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants* », les femmes étant plus nombreuses à trouver cela « *inacceptable* » (74 %) que les hommes (58 %). La majorité (82 %) pensent également qu'il est « *inacceptable* » que « *les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail* », les femmes interrogées étant plus nombreuses à trouver cela « *inacceptable* » (90 %) que les hommes (72 %).

- ➔ L'impact économique de la pandémie semble avoir touché les femmes et les hommes de manière similaire en Nouvelle-Zélande, les personnes interrogées des deux sexes déclarant dans des proportions similaires une diminution de leur temps de travail rémunéré (22 % des femmes ; 25 % des hommes) et la perte de leur travail (6 % des femmes ; 8 % des hommes). **Des différences entre les sexes apparaissent cependant dans les tâches ménagères, 40 % des femmes interrogées déclarant que leur « temps consacré aux travaux ménagers a augmenté » au cours de cette période, contre 31 % des hommes interrogés. 58 % des femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans signalent une augmentation de leur temps consacré aux tâches ménagères, contre 25 % des hommes interrogés appartenant au même groupe d'âge.**



MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

- ➔ **Les mouvements et le leadership féministes constituent la troisième priorité globale des personnes interrogées, 9 % d'entre elles classant « accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux » comme priorité absolue. 40 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.**
- ➔ **Pour 32 % des personnes interrogées, « soutenir la participation et la capacité des femmes à prendre des responsabilités politiques » est une mesure clé que le gouvernement de Nouvelle-Zélande devrait prendre, suivie par « assurer une représentation égale des femmes en politique » (29 %).** Ce point de vue est plus marqué chez les femmes (33 %) que chez les hommes (24 %) et il atteint son niveau de soutien le plus élevé chez les femmes âgées de 18 à 24 ans (43 %). En outre, 27 % des personnes interrogées pensent qu'« assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises » est une mesure sur laquelle le gouvernement de Nouvelle-Zélande devrait se concentrer, un point de vue qui est davantage partagé par les femmes (30 %) que par les hommes (23 %).
- ➔ L'imposition de quotas par sexe dans les organes de décisions politiques est considéré comme « une bonne manière de faire avancer l'égalité des sexes en Nouvelle-Zélande » pour 33 % des personnes interrogées, la même proportion étant en désaccord (34 %). Les femmes interrogées sont plus nombreuses à être « d'accord » (40 %) avec les quotas par sexe que « pas d'accord » (25 %), tandis que les hommes interrogés sont plus nombreux à n'être « pas d'accord » (43 %) avec les quotas par sexe que « d'accord » (26 %). Les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans sont plus susceptibles d'être d'accord avec les quotas par sexe (44 %) que les personnes interrogées les plus âgées, de 60 ans et plus (26 %). Dans l'ensemble, les jeunes femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans sont les plus favorables aux quotas par sexe (51 %) par rapport aux autres groupes.



TECHNOLOGIES ET INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- ➔ **Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes est la quatrième priorité pour l'action gouvernementale la plus souvent citée par les personnes interrogées**, avec 7 % qui classent « *investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques* » comme priorité absolue. 36 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ **Dans le but de promouvoir l'utilisation des technologies et de l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, 53 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande aimeraient que le gouvernement « procure des opportunités équivalentes aux jeunes filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques » et 41 % des personnes interrogées soutiennent « l'augmentation de la sécurité des espaces numériques pour les jeunes filles et les femmes »**. Les femmes interrogées sont plus nombreuses que les hommes à soutenir l'augmentation des opportunités pour les filles et les femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (59 %) ainsi que l'augmentation de la sécurité des espaces numériques (45 %).



DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET LA SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

- ➔ **Le droit à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs est la cinquième priorité la plus souvent citée**, avec 7 % des personnes interrogées qui identifient « *permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école* » comme priorité absolue. 35 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ Afin d'améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes, 37 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « accroître l'accès aux services de santé sexuelle ». « Accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école » est aussi une mesure importante pour 36 % des personnes interrogées.
- ➔ **10 % des femmes interrogées en Nouvelle-Zélande ont rencontré des difficultés au cours de leur vie « pour avoir accès à [leur] méthode de contraception privilégiée », ce chiffre grimpe à 21 % chez les personnes âgées de 18 et 24 ans**. 4 % déclarent également avoir rencontré « *des difficultés pour avoir accès à l'avortement et à des soins post-avortement* » au cours de leur vie. Là encore, cette tendance est plus prononcée (8 %) chez les jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans.
- ➔ Pendant la pandémie de Covid-19, 3 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande ont rencontré « *des difficultés pour accéder à des moyens de contraception ou à d'autres dispositifs liés à la santé sexuelle* ». Les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans ont rencontré le plus de difficultés (10 %). 2 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande ont rencontré « *des difficultés pour accéder à des solutions d'avortement et/ou à des soins post-avortement* » pendant la pandémie.



ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

- ➔ **La sixième question la plus prioritaire est l'action des femmes en faveur de la justice climatique**, avec 2 % des personnes interrogées identifiant « *la promotion de la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique* » comme priorité absolue. 13 % identifient ce domaine comme l'un des trois plus importants.
- ➔ **Afin de soutenir l'action des femmes pour répondre au changement climatique, 39 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement de Nouvelle-Zélande devrait « promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique »**. Cette proportion est plus élevée chez les femmes (44 %) que chez les hommes (34 %). Les femmes interrogées jeunes sont les plus favorables (53 %) à ce que leur gouvernement prenne cette mesure.



FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES EN NOUVELLE-ZÉLANDE

- ➔ **45 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande sont d'avis que leur gouvernement devrait « augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes en Nouvelle-Zélande »**. Et **37 % pensent que le gouvernement devrait « augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier »**. Une proportion plus élevée des personnes interrogées jeunes soutient le financement des projets d'égalité des sexes en général, que ce soit au niveau national (54 % chez les personnes âgées de 18 à 24 ans, contre 36 % chez celles âgées de 60 ans et plus) ou à l'étranger (53 % chez les personnes âgées de 18 à 24 ans, contre 27 % chez celles âgées de 60 ans et plus). Ce chiffre est encore plus élevé chez les femmes interrogées jeunes (âgées de 18 à 24 ans), parmi lesquelles 60 % soutiennent une augmentation des financements des projets en faveur de l'égalité des sexes au niveau national et 56 % une augmentation des financements internationaux.
- ➔ **43 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande « sont d'accord » que « parvenir à l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays », contre 22 % qui ne sont « pas d'accord »**.



QUELLES ACTIONS LES PERSONNES INTERROGÉES EN NOUVELLE-ZÉLANDE SONT-ELLES PRÊTES À PRENDRE ?

- ➔ Pour encourager les décideurs politiques à lutter contre les inégalités hommes-femmes dans le monde entier, 41 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande seraient prêtes à « *signer une pétition* » (50 % des femmes et 31 % des hommes). 38 % seraient disposées à « *voter aux élections en faveur d'un(e) candidat(e) engagé(e) en faveur de l'égalité des sexes* » (46 % des femmes et 30 % des hommes interrogés). En outre, 37 % des personnes interrogées seraient prêtes à « *promouvoir l'égalité des sexes dans des conversations et des échanges sociaux* » (42 % des femmes et 32 % des hommes).



IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

- ➔ 79 % des personnes interrogées « *sont d'accord* » que « *la réponse du gouvernement pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 a répondu de la même manière aux besoins des femmes et des hommes* », les personnes les plus âgées étant davantage susceptibles d'être d'accord que les plus jeunes (83 % de celles âgées de 60 ans et plus ; 75 % de celles âgées de 18 à 24 ans). Seulement 4 % des personnes interrogées ne sont « *pas d'accord* ».
- ➔ 82 % des personnes interrogées en Nouvelle-Zélande sont également « *d'accord* » que « *les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance après l'épidémie de Covid-19* ».
- ➔ 50 % des personnes interrogées ne sont « *pas d'accord* » que « *les inégalités femmes-hommes vont s'accroître en raison de l'épidémie de Covid-19* ». 29 % ne sont « *ni d'accord ni pas d'accord* », avec seulement 15 % qui sont d'accord. Les hommes interrogés sont plus susceptibles de n'être « *pas d'accord* » (59 %) que les femmes interrogées (41 %).
- ➔ L'impact de la pandémie sur la santé a globalement touché de façon égale les hommes et les femmes, 8 % des personnes interrogées affirmant être « *tombées malades* », 7 % d'entre elles ayant « *un membre de [leur] famille ou de [leur] foyer [qui] est tombé malade* », 5 % ayant « *un membre de [leur] famille ou de [leur] foyer [qui] est décédé* », et 13 % ayant rencontré « *des difficultés pour obtenir des traitements, des médicaments, des produits de santé et d'hygiène* ».
- ➔ Cependant, le sexe influence les expériences de stress et la santé mentale. Les femmes interrogées (32 %) sont nettement plus nombreuses que les hommes (21 %) à avoir souffert de « *stress émotionnel et de problèmes psychologiques* » au cours de la pandémie Covid-19. Les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans (52 %) font état de niveaux de stress plus élevés que les jeunes hommes interrogés (24 %) ou que les femmes interrogées âgées de 60 ans et plus (17 %).

Cette fiche pays est un supplément au rapport *Les aspirations citoyennes en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde : une volonté de changement*, présentant les résultats d'un sondage comparatif mené dans 17 pays sur l'égalité entre les femmes et les hommes en amont du Forum Génération Égalité.

Pour le rapport complet et l'intégralité des fiches pays, veuillez consulter le site : <http://womendeliver.org> et www.focus2030.org